

Chronique : La pratique gouvernementale du droit constitutionnel au Québec en 2010.

Alexandre Thériault-Marois*

Introduction

Cet article passe en revue les gestes posés par le gouvernement du Québec pour l'année 2010 en ce qui a trait au droit constitutionnel. On y trouve donc les différents écrits et transcriptions de la pratique gouvernementale pour l'année 2010.

Depuis le 23 juin 2009, et ce jusqu'au 10 août 2010, le regretté Claude Béchar, député de Kamouraska-Témiscouata, fut le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadienne. Du 8 septembre 2010 au 2 février 2011, la vice-première ministre Nathalie Normandeau, députée de Bonaventure, occupa cette fonction. Le député de Châteauguay Pierre Moreau est le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes depuis le 3 février 2011.

Depuis le départ de Benoît Pelletier le 18 décembre 2008, nous avons connu quatre différents ministres responsables des Affaires intergouvernementales canadiennes :

Tableau 1 : Ministres responsables des Affaires intergouvernementales canadiennes depuis 2003¹

Ministre	Date d'entrée en fonction
Benoît Pelletier	29 avril 2003
Jacques P. Dupuis	18 décembre 2008
Claude Béchar	23 juin 2009
Nathalie Normandeau	8 septembre 2010
Pierre Moreau	3 février 2011

1. Rapport annuel de gestion 2009-2010

Au cours de l'année 2010, le Ministère du Conseil exécutif, dont relève le Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes, a produit son Rapport annuel de gestion 2009-2010.² Il est entendu que ce rapport annuel concerne également l'année

* Avocat au sein du cabinet Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L.

¹ Source : Site Internet de l'Assemblée nationale du Québec, <http://www.assnat.qc.ca/fr/>.

² Une copie complète du Rapport est disponible à l'adresse suivante : <http://www.mce.gouv.qc.ca/publications/rapport-annuel-gestion-2009-2010.pdf>.

2009 et une partie seulement de l'année 2010, étant signé par le premier ministre en septembre 2010.

Cependant, le Rapport annuel de gestion est un document clé émanant du gouvernement au sujet de la pratique gouvernementale du droit constitutionnel. L'Orientation 2 du rapport, intitulée « Conduire une diplomatie proactive et cohérente au sein du Canada pour accroître l'influence du Québec », est au cœur de la pratique gouvernementale québécoise. Nous reproduisons ici cette partie du Rapport annuel.

Orientation 2

Conduire une diplomatie proactive et cohérente au sein du Canada pour accroître l'influence du Québec

Dans le *Plan stratégique 2009-2013*, la deuxième orientation comprend deux axes d'intervention et six objectifs. Les résultats pour 2009-2010 sont présentés en fonction de chacun de ces axes d'intervention et des objectifs qui y sont reliés.

AXE D'INTERVENTION : Une coordination gouvernementale et des relations intergouvernementales renforcées

OBJECTIF : Renforcer la cohérence de l'action du Québec au Canada en consolidant les fonctions de coordination du ministère

Indicateurs :

- Travaux de concertation interministérielle
- Activités ou projets auxquels le ministère a été associé

RÉSULTATS : Le ministère appuie et coordonne les activités intergouvernementales des ministères sectoriels.

Au cours de l'année 2009-2010, le ministère a participé à de nombreuses rencontres avec les ministères sectoriels visant l'élaboration des positions présentées par le Québec lors des conférences intergouvernementales ou mises de l'avant dans le cadre de négociations d'ententes avec d'autres gouvernements, leurs ministères ou organismes. En 2009-2010, le ministère a participé activement à 82 réunions intergouvernementales.

L'action du ministère a notamment permis au Québec de convenir avec le gouvernement fédéral de plusieurs ententes importantes ayant des retombées financières significatives pour le Québec.

Le ministère continue d'assurer un *leadership* au sein du gouvernement du Québec en matière de francophonie canadienne, notamment par la mise en œuvre de la *Politique du Québec en matière de francophonie canadienne* et en exerçant une meilleure coordination des actions des ministères sectoriels en ce domaine. Des actions mises en place dans le cadre du Plan d'action de la Politique se poursuivent notamment avec le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles ainsi qu'avec le Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture et Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

OBJECTIF : Veiller au respect des compétences constitutionnelles du Québec et des principes propres au fédéralisme

Indicateur :

- Interventions et actions prises à cet égard

RÉSULTATS : Le ministère a assuré une veille, une analyse et un suivi des projets de loi, des politiques et des programmes proposés par le Parlement ou le gouvernement fédéral et susceptibles d'affecter le fonctionnement du fédéralisme ou les compétences constitutionnelles du Québec. Il a fait de même avec la jurisprudence constitutionnelle portant sur le partage des compétences ou sur d'autres enjeux du fédéralisme.

Le ministère a procédé à une analyse des projets de loi gouvernementaux et de certains projets de loi d'initiative parlementaire et il a participé, le cas échéant, à l'élaboration de la position du gouvernement à leur égard. C'est le cas, par exemple, des projets de loi proposant divers éléments de réforme concernant le Sénat ou touchant à la représentation des provinces à la Chambre des communes, au bilinguisme des juges de la Cour suprême, au registre des armes à feu et à la santé.

En concertation avec les organismes et ministères sectoriels concernés, le ministère s'est impliqué dans le dossier de la réglementation du commerce des valeurs mobilières, face au projet fédéral de création d'une commission unique nationale en cette matière. Le 8 juillet 2009, le gouvernement du Québec a entrepris un renvoi devant la Cour d'appel du Québec afin de contester la constitutionnalité du projet du gouvernement fédéral, envoyant ainsi à ce dernier un signal clair que le Québec entend défendre la compétence exclusive que détiennent les provinces dans ce secteur d'activité économique.

Sur le plan de l'intégrité du territoire, le ministère a continué de soutenir les ministères sectoriels dans la gestion des dossiers relatifs au golfe du Saint-Laurent, à la frontière maritime septentrionale et aux frontières terrestres. Il a consacré une attention

particulière au dossier des aires marines protégées actuellement en négociations avec le gouvernement fédéral.

En ce qui concerne les dossiers autochtones, le ministère a, dans le cadre de ses activités intergouvernementales, participé activement au Groupe de travail sur les affaires autochtones mis sur pied, au mois d'août 2009, par les premiers ministres des provinces et des territoires et les dirigeants autochtones nationaux. Ce groupe de travail est chargé d'élaborer des recommandations et de proposer des mesures pour améliorer la qualité de vie des Autochtones dans trois secteurs à l'intérieur desquels les provinces disposent d'une marge d'action, soit l'éducation, le développement économique et l'élimination de la violence faite aux femmes autochtones.

OBJECTIF : Intensifier la coopération bilatérale et multilatérale, notamment par l'intermédiaire du Conseil de la fédération

Indicateurs :

- Participations aux conférences intergouvernementales au niveau des premiers ministres, des ministres et des sous-ministres
- Ententes négociées et signées

RÉSULTATS :

Conseil de la fédération

- Le ministère a appuyé et conseillé le premier ministre lors de la rencontre annuelle du Conseil de la fédération tenue du 5 au 7 août 2009 à Regina, en Saskatchewan.
 - Les premiers ministres des provinces et des territoires ont alors discuté de commerce intérieur, de l'innovation comme moyen de rendre l'économie plus verte, d'accroître la productivité et de soutenir le secteur du savoir ainsi que du renforcement des relations économiques avec les principaux partenaires du Canada.
 - Les premiers ministres ont également salué l'invitation faite par le gouvernement fédéral, revendiquée par le Conseil à maintes reprises, de participer directement à la négociation d'un accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne.
 - Le ministère a apporté son soutien au premier ministre lors de la mission du Conseil de la fédération à Washington qui a eu lieu du 19 au 21 février 2010.

Conseils des ministres du Québec et de l'Ontario

- Le ministère a assisté et conseillé le premier ministre au cours de la seconde rencontre conjointe des Conseils des ministres du Québec et de l'Ontario tenue à Toronto les 10 et 11 septembre 2009. À cette occasion, les gouvernements du Québec et de l'Ontario ont signé *l'Accord de commerce et de coopération entre le Québec et l'Ontario*.
- Cet accord comporte deux grands volets :
 - Le premier porte sur la coopération économique-institutionnelle, réglementaire et énergétique.
 - Le second concerne les engagements commerciaux pris dans six chapitres sectoriels et comportant un mécanisme de règlement des différends.

Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne

- Le Québec a assuré la coprésidence de la XIIIe Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne, jusqu'en septembre 2009. Il a aussi tenu ce rôle pour le Réseau intergouvernemental de la francophonie canadienne jusqu'à cette même date. Depuis, le Québec est membre du comité directeur de la Conférence, soutenant ainsi étroitement ses travaux.
- À ce chapitre, le ministère a été impliqué dans la réalisation des activités pour la tenue de la XIVe Conférence à Vancouver les 23 et 24 septembre 2009, au cours de laquelle les ministres ont adopté une stratégie de communication visant à promouvoir la francophonie canadienne.
- La Conférence s'est associée, à titre de partenaire, à l'organisation et à la tenue du *Pré-congrès national de Métropolis sur l'immigration francophone*, qui s'est déroulé à Montréal le 18 mars 2010.
- Les sous-ministres de plusieurs ministères ont participé à des réunions fédérales-provinciales-territoriales.

Le ministère a été associé aux négociations intergouvernementales ayant conduit en 2009-2010 à la signature de 102 ententes intergouvernementales canadiennes, dont les ententes relatives à la mise en œuvre du *Plan d'action économique du Canada* pour stimuler l'économie :

- Ententes relatives à la formation pour les personnes admissibles ou non à l'assurance emploi, soit *l'Entente modificatrice à l'entente Canada-Québec sur le marché*

du travail (EMT) 2008-2014 et l'Entente modificatrice à l'entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail;

- *Entente Canada-Québec conclue dans le cadre du fonds de stimulation de l'infrastructure relativement au programme de renouvellement des conduites (PRECO);*
- *Entente Canada-Québec, Fonds de stimulation de l'infrastructure;*
- *Entente de contribution Canada-Québec en vertu du programme d'infrastructure du savoir (PIDS) 2009/2010 — 2010/2011.*

La conclusion de ces ententes devrait permettre au Québec de réaliser de nombreux et importants projets d'infrastructures dans divers domaines (municipal, savoir, loisir, culture, énergies propres, logement social).

OBJECTIF : Accroître les initiatives québécoises en matière de francophonie canadienne et promouvoir auprès des autres gouvernements l'importance des enjeux de la francophonie canadienne

Indicateurs :

- Ministères et organismes québécois impliqués en matière de francophonie canadienne
- Projets conjoints avec les autres gouvernements

RÉSULTATS :

Programmes de soutien financier

- En 2009-2010, le ministère a versé la somme de 873 173 \$ pour la réalisation de 153 projets dans le cadre du Programme de coopération intergouvernementale, soit 84 320 \$ de plus qu'en 2008-2009, pour financer 11 projets supplémentaires. Dans le cadre du Programme d'appui à la francophonie canadienne, le ministère a financé 131 projets pour un montant de 1 266 795 \$ en 2009-2010.
- Dans le secteur de l'éducation, le ministère a de nouveau consenti un appui de 50 000 \$ en collaboration avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport pour la réalisation d'un projet pancanadien du Réseau des cégeps et des collèges francophones du Canada. Ce projet vise l'harmonisation des programmes de formation, le développement de programmes et des échanges de pratiques, dont celles sur la réussite scolaire, l'insertion sur le marché du travail et la gestion de l'environnement composé de populations migrantes et

immigrantes. L'Ontario et le Nouveau-Brunswick participent avec le Québec à ce projet.

Accords de coopération

- Le 30 septembre 2009, un accord de coopération renouvelé entre le Québec et l'Île-du-Prince-Édouard a été signé par les premiers ministres, MM. Jean Charest et Robert Ghiz. Cet accord vise les principaux domaines couverts par la *Politique du Québec en matière de francophonie canadienne*, soit la culture et les communications, l'éducation, le développement économique, la santé, la petite enfance, la jeunesse, l'immigration, la justice, le développement durable et les technologies de l'information.
- Au cours de la dernière année, la Commission permanente de concertation entre l'Acadie et le Québec, chargée d'administrer l'entente avec la Société Nationale de l'Acadie, a soutenu diverses initiatives notamment auprès des jeunes, visant à favoriser une meilleure connaissance mutuelle. On peut citer, par exemple, l'annonce de la création du prix « Artiste de l'année de l'Acadie du Québec » pour 2012 afin de souligner l'excellence d'un ou d'une artiste du Québec qui s'identifie à la culture acadienne ou qui y contribue.

Centre de la francophonie des Amériques

- Le ministère collabore à la programmation du Centre de la francophonie des Amériques. En 2009-2010, il a accordé au Centre un soutien financier pour la tenue du spectacle « La francophonie s'exprime ». Ce spectacle a eu lieu à Québec le 15 mars 2010. Il réunissait sur scène quatre artistes de la francophonie canadienne, dont trois de l'extérieur du Québec. Le ministère a également soutenu financièrement la tenue de la première édition de l'Université d'été sur la francophonie des Amériques.

AXE D'INTERVENTION : Une diplomatie publique proactive

OBJECTIF : Faire connaître le Québec, son identité nationale et sa vision du fédéralisme canadien auprès du public

Indicateurs :

- Activités publiques impliquant le ministère
- Projets de recherche en matière d'affaires intergouvernementales et d'identité québécoise

RÉSULTATS : Des représentants du ministère ont participé à plusieurs conférences, colloques, présentations et autres événements de nature scientifique, dont les thèmes de discussion portaient sur le fédéralisme canadien, le fédéralisme comparé ou l'identité québécoise, soit notamment :

- Présentation en Inde sur les relations intergouvernementales au Canada dans le cadre d'une table ronde organisée conjointement par le Forum des fédérations et l'Indian Institute of Public Administration à l'automne 2009. Cette présentation faisait suite à la tenue à Montréal, en février 2009, d'une table ronde sur le même thème à laquelle le ministère avait été étroitement associé. Il est prévu que les résultats de ces activités fassent l'objet de deux publications.
- Participation à un projet de recherche international sur les dynamiques de changement constitutionnel en régime fédéral coordonné par l'Institut européen d'études constitutionnelles de l'Université de Hagen, en Allemagne.
- Présentation dans le cadre d'un colloque de fédéralisme comparé sur la reddition de comptes en matière intergouvernementale organisé par la School of Public Policy and Governance de l'Université de Toronto, à l'hiver 2010.
- Présentation sur l'état de la recherche sur le fédéralisme au colloque *Face à la nation : l'état évolutif du fédéralisme canadien* organisé par l'Association d'Études canadiennes, à l'hiver 2010.

Les Bureaux du Québec au Canada ont engagé plusieurs activités ou y ont participé. Parmi les activités de représentation du Québec, on peut souligner :

- La tenue, le 23 juin 2009, à Toronto, de *Soirée Québec 2009* afin de célébrer la Fête nationale du Québec. Quelque 850 personnes ont participé à la soirée organisée par le Bureau du Québec à Toronto en collaboration avec 32 partenaires. Le Bureau du Québec dans les provinces atlantiques a organisé également un tel événement à Dieppe, le 24 juin 2009. Dans le cadre de la rentrée parlementaire à Ottawa, le Bureau du Québec à Ottawa a tenu, le 10 mars 2010, dans la capitale fédérale, une activité à laquelle 125 personnes ont participé dont des élus de tous les partis politiques représentés à la Chambre des communes.
- Le rôle important de soutien aux entreprises que jouent les Bureaux du Québec au Canada. À cet effet, par exemple, le Bureau du Québec à Toronto a soutenu la participation d'entreprises du Québec à plusieurs missions et événements. Parmi ceux-ci, on doit signaler deux missions dans l'Ouest canadien, l'une dans le secteur minier en Saskatchewan et l'autre dans le secteur énergétique en Alberta.

- La mission en Saskatchewan s'est déroulée du 30 novembre au 4 décembre 2009. Elle a regroupé une dizaine d'entreprises québécoises offrant des solutions novatrices pour le secteur minier, dont le génie-conseil.
- La mission en Alberta regroupait une vingtaine d'entreprises et d'organismes du Québec. Elle s'est déroulée du 21 au 25 mars 2010 et visait à positionner des fournisseurs québécois de technologies environnementales auprès des décideurs albertains du secteur énergétique.

Dans le cadre du Programme de soutien à la recherche en matière d'affaires intergouvernementales et d'identité québécoise, dix-huit projets provenant du Québec et du reste du Canada ont reçu un soutien financier du ministère en 2009-2010.

OBJECTIF : Renforcer les liens de solidarité entre les Québécois et les communautés francophones et acadiennes

Indicateurs :

- Activités mises en oeuvre à la suite de la *Politique du Québec en matière de francophonie canadienne*
- Niveau de participation aux activités

RÉSULTATS : En 2009-2010, plusieurs réalisations importantes sont à souligner.

- Pour une seconde année, le Réseau des sociétés d'aide au développement des collectivités du Québec et le Réseau de développement économique et d'employabilité du Canada ont poursuivi leur étroite collaboration visant la création d'un espace économique francophone au Canada. Le ministère a contribué à cette initiative. Un appui financier a été accordé à l'Agence nationale et internationale du Manitoba et à PÔLE Québec Chaudière-Appalaches afin de contribuer au développement d'échanges économiques.
- Un appui financier de 50 000 \$ a été accordé par le ministère au Congrès mondial acadien qui s'est déroulé du 7 au 23 août 2009 sur la Péninsule acadienne. Le premier ministre du Québec a participé à cet événement le 15 août 2009, jour de la Fête nationale de l'Acadie, ainsi qu'au Grand Tintamarre.
- Le 3e Rendez-vous Acadie-Québec est un rassemblement de gens d'affaires québécois et acadiens de l'Atlantique. Cette rencontre a eu lieu à Campbellton au Nouveau-Brunswick, les 24 et 25 septembre 2009. Pour sa tenue, le ministère a fourni un soutien financier et un appui à l'organisation par

l'intermédiaire du Bureau du Québec dans les Provinces atlantiques. L'adjoint parlementaire du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation y a représenté le gouvernement du Québec. Le chef de poste du Bureau du Québec dans les Provinces atlantiques a participé à la totalité de l'événement.

- En début d'année 2010, le ministère a accordé un appui financier à la Tournée des Rendez-vous du cinéma québécois, laquelle s'est déroulée dans neuf villes canadiennes, soit Edmonton, Halifax, Moncton, Ottawa, Regina, Sudbury, Victoria, Winnipeg et Whitehorse.
- Les Jeux olympiques d'hiver de 2010 à Vancouver ont fourni au ministère l'occasion de multiplier les initiatives pour assurer une présence significative du Québec et le rayonnement du français pendant tout l'événement. Le premier ministre du Québec, la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, la ministre du Tourisme et la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport y ont réalisé des missions officielles.
 - Une aide financière de 125 000 \$ a été consentie pour la réalisation de la programmation de la Place de la Francophonie mettant en valeur la richesse artistique et culturelle d'artistes francophones.
 - Dans le cadre de la Journée de la Francophonie canadienne, le 13 février 2010, journée dédiée à l'expression des différentes facettes de cette francophonie, un spectacle mettant en vedette des artistes de renom de la francophonie canadienne a reçu une aide de 15 000 \$ du ministère.
 - Le projet Franco Médias, couverture des Jeux par de jeunes journalistes francophones canadiens dont onze provenaient du Québec, a, quant à lui, été soutenu par le ministère pour une somme de 10 000 \$.

2. Communiqués du SAIC

a. Congrès mondial acadien de 2014

**Claude Bécharde se réjouit de l'arrivée officielle du drapeau acadien au
Témiscouata**

Québec, le 14 juin 2010 – Le député de Kamouraska-Témiscouata, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, ministre responsable des Affaires

intergouvernementales canadiennes et de la Réforme des institutions démocratiques, leader adjoint du gouvernement et ministre responsable de la région du Bas-Saint-Laurent, monsieur Claude Béchar, se réjouit de l'arrivée officielle aujourd'hui du drapeau acadien. Il sera remis aux vingt maires des municipalités de la MRC de Témiscouata qui seront associées, pour le Québec, à la tenue du Congrès mondial acadien de 2014.

« Je me réjouis que la MRC de Témiscouata soit l'une des trois régions hôtes du Congrès mondial acadien de 2014. À titre de ministre responsable de la francophonie canadienne, je suis convaincu que les Acadiens du Témiscouata, du Madawaska, du Maine et de tous les autres horizons continueront au cours des prochaines années, à façonner des lendemains où la langue française brillera dans tous les domaines de l'activité humaine sur les cinq continents » a affirmé le ministre.

La *Politique du Québec en matière de francophonie canadienne* témoigne de l'engagement du gouvernement du Québec, de son leadership et de sa responsabilité à l'égard du fait français. Le Comité du Témiscouata recevra une subvention de 20 000 \$ du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, pour l'exercice 2010-2011, afin d'initier les préparatifs devant conduire à la tenue du congrès en 2014.

« L'appui du gouvernement du Québec au Comité du Témiscouata démontre, une fois de plus, la solidarité du Québec envers la société acadienne, sa culture et son avenir », a ajouté le ministre.

b. Interpellation sur les 20 ans de l'échec de l'accord du lac Meech

Le PQ toujours accroché au passé

Québec, le 28 mai 2010 - Le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Réforme des institutions démocratiques, monsieur Robert Dutil et la députée de Gatineau et adjointe parlementaire du premier ministre, madame Stéphanie Vallée, désirent souligner le discours pour le moins déconcertant du Parti Québécois concernant l'échec de l'accord du lac Meech.

À cet effet, la députée de Gatineau a tenu à préciser « qu'il est pour le moins paradoxal que ceux qui s'opposaient à cet accord il y a 20 ans, sont les mêmes qui, aujourd'hui, déplorent son échec avec ardeur ».

Malgré les prétentions défaitistes du Parti Québécois, les vingt dernières années, loin d'être stériles, ont été le théâtre de plusieurs gains qui ont permis au Québec d'accroître sa capacité d'influer sur le bien-être de nos concitoyens et d'exprimer notre spécificité. Mentionnons, entre autres, *l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission*

temporaire des aubains, l'Entente Canada-Québec relative au marché du travail, l'Entente Canada-Québec sur la santé, l'Entente Canada-Québec sur le régime québécois d'assurance parentale, la création du Conseil de la fédération, l'Accord Canada-Québec relatif à l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture et finalement la reconnaissance, par la Chambre des communes, du fait que le Québec forme une Nation.

Tout en mentionnant que l'accord du lac Meech constitue un de ces grands rendez-vous manqués entre le Québec et le reste du Canada, le ministre a déclaré que « le fonctionnement des institutions d'un État, et plus particulièrement celles d'une fédération, n'est pas uniquement déterminé par un texte constitutionnel, mais également par la pratique, par des lois, par des conventions entre acteurs politiques, par des ententes entre les partenaires fédératifs, mais surtout par des valeurs communes et une manière d'appréhender le passé, le présent et l'avenir de ces institutions qui sont empreintes de l'esprit fédéral ».

À cet égard, de nouveaux chantiers, dont plusieurs font écho à des dispositions contenues dans l'accord du lac Meech, attendent le Québec, notamment les dossiers du pouvoir fédéral de dépenser, la nomination des juges à la Cour suprême du Canada et, en vue de donner des répercussions concrètes à la reconnaissance de la Nation québécoise par la Chambre des communes, la conclusion d'ententes Canada-Québec en matière de culture et de communication. « S'il est vrai qu'à l'heure actuelle, le gouvernement accorde toute son attention à la relance économique et au redressement des finances publiques, il apparaît inévitable, à terme, que la Constitution canadienne soit modifiée afin qu'elle reflète plus fidèlement la réalité canadienne, notamment la spécificité québécoise. Cependant, une question demeure sans réponse : le PQ renoncerait-il à la souveraineté si le Québec obtenait les revendications contenues dans l'accord du lac Meech », a finalement déclaré M. Dutil.

3. Ententes intergouvernementales canadiennes en 2010

On compte, pour l'année 2008, 120 ententes intergouvernementales canadiennes déposées au bureau des ententes du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes.³

Il s'agit d'un nombre relativement élevé en comparaison avec le nombre d'ententes depuis l'arrivée au pouvoir des libéraux de Jean Charest en 2003. Nous voyons d'ailleurs que le nombre est plus élevé depuis 2008 :

Tableau 2 : Nombre d'ententes intergouvernementales par année depuis 2003⁴

³ Site Internet du SAIC : http://www.saic.gouv.qc.ca/ententes_intergouvernementales/entente-2002.pdf.

Année	Nombre d'ententes
2003	54
2004	78
2005	96
2006	78
2007	87
2008	145
2009	111
2010	120

4. Liste des conférences intergouvernementales canadiennes en 2010

DATE ET LIEU	TITRE
19-20 décembre Kananaskis (Alberta)	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des ministres des finances
19 décembre Calgary (Alberta)	Réunion provinciale-territoriale des ministres responsables des valeurs mobilières
14 décembre Toronto (Ontario)	Réunion du Comité consultatif des sous-ministres de l'Éducation (CCSME) (retraite privée)
14 décembre Québec (Québec)	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres responsables de l'habitation
13 décembre Québec (Québec)	Réunion provinciale-territoriale des sous-ministres responsables de l'habitation
9 décembre Ottawa (Ontario)	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres responsables de l'immigration
9 décembre Toronto (Ontario)	Conférence des sous-ministres fédéral-provinciaux-territoriaux de la santé
8 décembre – après-midi Toronto (Ontario)	Conférence des sous-ministres fédéral-provinciaux-territoriaux de la santé (retraite privée)
8 décembre –	Conférence des sous-ministres provinciaux-territoriaux de la

⁴ *Id.*

avant-midi Toronto (Ontario)	santé
7 décembre – soirée Toronto (Ontario)	Conférence des sous-ministres provinciaux-territoriaux de la santé
3 décembre Saskatoon (Saskatchewan)	Réunion annuelle du Comité fédéral-provincial-territorial des ministres sur le commerce intérieur
9 novembre St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)	Réunion du Conseil canadien des ministres des pêches et de l'aquaculture (CCMPA) et du Conseil des ministres des pêches et de l'aquaculture de l'Atlantique (CMPAA)
3 novembre Toronto (Ontario)	Réunion des sous-ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux responsables du sport, de l'activité physique et des loisirs
22 octobre Montréal (Québec)	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres responsables de l'agriculture
20 octobre St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)	Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME) – Réunion fédérale-provinciale-territoriale
14-15 octobre Vancouver (Colombie-Britannique)	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsable du tourisme
14-15 octobre Vancouver (Colombie-Britannique)	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables de la justice
13 octobre Vancouver (Colombie-Britannique)	Réunion provinciale-territoriale des ministres responsables de la justice
30 septembre- 1er octobre	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des hauts fonctionnaires responsables de la condition féminine

Québec (Québec)	
30 septembre Halifax (Nouvelle-Écosse)	Conseil des ministres responsables des transports et de la sécurité routière – Réunion fédérale-provinciale-territoriale
29 septembre Halifax (Nouvelle-Écosse)	Conseil des sous-ministres responsables des transports et de la sécurité routière – Réunion fédérale-provinciale-territoriale
23-24 septembre Winnipeg (Manitoba)	98e Réunion du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) (CMEC)
22 septembre Winnipeg (Manitoba)	96e Réunion du Comité consultatif des sous-ministres de l'Éducation (CCSME)
16-17 septembre Montréal (Québec)	Conférence des ministres des Mines et de l'Énergie – Réunion fédérale-provinciale-territoriale
14 septembre St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)	Conférence annuelle des ministres fédéral-provinciaux-territoriaux de la santé
13 septembre St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)	Conférence annuelle des ministres provinciaux-territoriaux de la santé
31 août-1er septembre Thunder Bay (Ontario)	Forum des ministres responsables du développement du Nord – Réunion fédérale-provinciale-territoriale
13 août St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres responsables de la culture et du patrimoine
12 août St. John's (Terre-Neuve-et-	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables de la culture et du patrimoine http://www.scics.gc.ca/cinfo10/830987005.pdf

Labrador)	
4-6 août Winnipeg (Manitoba)	Réunion annuelle du Conseil de la fédération
4 août Churchill (Manitoba)	Rencontre entre les premiers ministres des provinces et des territoires et les dirigeants des organisations autochtones nationales
14-15 juillet Ottawa (Ontario)	Réunion provinciale-territoriale des sous-ministres responsables des administrations locales
13 juillet Ottawa (Ontario)	Réunion provinciale-territoriale des sous-ministres responsables des administrations locales
11-12 juillet Lenox (Massachusetts)	34 ^e Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada – Réunion provinciale-territoriale
7-8 juillet Saskatoon (Saskatchewan)	Conférence annuelle des ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux de l'Agriculture
6-7 juillet Fredericton (Nouveau-Brunswick)	Douzième rencontre des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables des Aînés
29-30 juin Québec (Québec)	Réunion provinciale-territoriale des ministres responsables de l'innovation
28-29 juin Ottawa (Ontario)	Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME) – Réunion du Comité des sous-ministres (privée)
22-23 juin Halifax (Nouvelle-Écosse)	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres responsables de la justice
22-23 juin Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)	Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne – Réunion fédérale-provinciale-territoriale

22 juin Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)	Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne – Réunion provinciale-territoriale
22 juin Gatineau (Québec)	Réunion printanière de l'Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière (ACALO)
22 juin Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)	Réunion du Conseil des sous-ministres responsables des transports et de la sécurité routière (privée)
21 juin Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)	Réunion provinciale-territoriale et fédérale-provinciale-territoriale du Réseau intergouvernemental de la francophonie canadienne
21 juin Halifax (Nouvelle-Écosse)	Réunion provinciale-territoriale des sous-ministres responsables de la justice
20-21 juin Ottawa (Ontario)	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables du commerce international
17 juin Corner Brook (Terre-Neuve-et-Labrador)	Réunion des sous-ministres du Conseil canadien des ministres des forêts (CCMF)
16-17 juin Toronto (Ontario)	28 ^e Réunion fédérale-provinciale-territoriale annuelle des ministres responsables de la condition féminine
16 juin Corner Brook (Terre-Neuve-et-Labrador)	Réunion ad hoc des sous-ministres responsables de la biodiversité
16 juin Corner Brook (Terre-Neuve-et-Labrador)	Réunion des sous-ministres du Conseil des ministres de la faune du Canada (CMFC) combinée avec le Conseil canadien pour la conservation des espèces en péril (CCCEP)
15-16 juin	Rencontre conjointe des Conseils des ministres du Québec et de

Québec (Québec)	l'Ontario
14-15 juin Ottawa (Ontario)	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables de l'immigration
14-15 juin Corner Brook (Terre-Neuve-et-Labrador)	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres du Conseil canadien des ministres des pêches et de l'aquaculture (CCMPA)
14 juin Corner Brook (Terre-Neuve-et-Labrador)	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres - Conseil des ministres des pêches et de l'aquaculture de l'Atlantique (CMPAA)
13-14 juin Morell (Île-du-Prince-Édouard)	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des ministres des Finances
10-11 juin Ottawa (Ontario)	Table des sous-ministres fédéral, provinciaux et territoriaux sur la collaboration relative à la prestation de services
10 juin	Conférence téléphonique du Comité fédéral, provincial et territorial des ministres sur le commerce intérieur
9 juin Toronto (Ontario)	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres responsables de la gestion des urgences
8-9 juin Toronto (Ontario)	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres responsables de l'agriculture
8 juin Toronto (Ontario)	Conférence des sous-ministres provinciaux-territoriaux de la Santé
7 juin Toronto (Ontario)	Déjeuner des sous-ministres provinciaux-territoriaux de la Santé
7 juin Toronto (Ontario)	Conférence des sous-ministres fédéral-provinciaux-territoriaux de la Santé
27-28 mai Toronto (Ontario)	Forum des ministres du marché du travail (FMMT) – Réunion fédérale-provinciale-territoriale
26-27 mai	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres

Toronto (Ontario)	responsables de l'immigration
26 mai Toronto (Ontario)	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres responsables du sport, de l'activité physique et des loisirs
6-7 mai Ottawa (Ontario)	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres des Mines et de l'Énergie
27-28 avril Toronto (Ontario)	Réunion des ministres provinciaux-territoriaux responsables des affaires autochtones et des dirigeants des organismes autochtones nationaux
22-23 avril Winnipeg (Manitoba)	Réunion du Comité directeur du Conseil de la fédération
12-13-14 avril St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres de la Santé (privée)
13 avril Ottawa (Ontario)	Conseil des sous-ministres responsables des transports et de la sécurité routière
4 mars Toronto (Ontario)	97 ^e Réunion du Conseil des ministres de l'Éducation, Canada (CMEC)
3 mars Toronto (Ontario)	95 ^e Réunion du Comité consultatif des sous-ministres de l'Éducation (CCSME)
22 février Ottawa (Ontario)	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables du travail
15 février Halifax (Nouvelle-Écosse)	Conseil des ministres des pêches et de l'aquaculture de l'Atlantique (CMPAA) – Réunion fédérale-provinciale-territoriale
5 février Toronto (Ontario)	Conférence fédérale-provinciale-territoriale des ministres de l'Agriculture
4-5 février Edmonton (Alberta)	Conférence provinciale-territoriale des ministres responsables de la réglementation des valeurs mobilières

21-22 janvier Ottawa (Ontario)	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres responsables de la justice
21 janvier Ottawa (Ontario)	Forum des ministres du marché du travail (Réunion fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres)
20 janvier Ottawa (Ontario)	Réunion provinciale-territoriale des sous-ministres responsables de la justice
18 janvier Toronto (Ontario)	Rencontre des ministres du Conseil canadien des ministres des forêts (CCMF)

